

## Burundi : début du procès du massacre de civils par des militaires en 2006

Arrib News, 02/06/08 - Source AFP Le procès de 24 soldats burundais, jugés pour le massacre d'une trentaine de civils en juillet 2006 dans un camp militaire de la province de Muyinga, dans l'Est du Burundi, a débuté lundi en l'absence du principal accusé, en fuite, a-t-on appris de sources concordantes. Le procès a débuté ce matin devant la Cour militaire, qui siége pour l'occasion dans le camp militaire de Mukoni, dans cette même province, a annoncé le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Adolphe MANIRAKIZA.

« Il y a 24 soldats qui sont poursuivis, dont six sont en détention préventive depuis fin 2006 début 2007 », a expliqué Pierre Claver MBONIMPA, président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (APRODEH), joint par téléphone à Muyinga. « Malheureusement, l'ancien commandant de la IVe région militaire, le colonel Vital BANGIRINAMA, qui est le principal responsable de ce massacre, a fui le pays, avec l'aide de plusieurs (membres des) autorités de ce pays », a déploré Pierre Claver MBONIMPA. En juillet 2006, des civils accusés d'être collaborateurs de la rébellion des Forces nationales de libération (FNL) avaient été arrêtés et emprisonnés dans le camp militaire de Mukoni. Trente-et-un d'entre eux avaient été sommairement exécutés. Le colonel Vital BANGIRINAMA, qui fut en Tanzanie le 16 janvier après avoir fait l'objet de trois mandats d'arrêt qui n'ont jamais été exécutés, personnellement ce massacre, selon plusieurs associations de défense des droits de l'Homme et des sources proches de l'enquête. « Nous sommes préoccupés par les conditions dans lesquelles ce procès est organisé: le principal accusé, (...) des responsables administratifs et des services secrets impliqués dans ce massacre ont été blanchis et l'endroit choisi pour le procès n'est pas de nature à rassurer les témoins », s'est inquiété M. MBONIMPA. Un haut responsable des services secrets burundais, Dominique SURWAVUBA, mis en cause par des témoins, avait été arrêté fin 2006 puis relâché en mai 2007, alors que trois responsables administratifs, qui avaient fait l'objet de mandats d'arrêt, n'ont pas été inquiétés. Le Burundi tente de sortir de treize ans de guerre civile entre les rebelles hutus et l'armée, jusqu'alors récemment dominée par la minorité tutsie. Les FNL, dernière rébellion encore active, et le gouvernement ont signé fin mai une déclaration de cessation des hostilités dans le pays. (Source AFP)